

nov'ACTU

votre actualité économique et financière by novAM Office Patrimonial



Une procédure de réconciliation toujours plus probable !

Le débat -et le vote- sur la proposition bipartisane de relance de 1200 milliards de dollars constituaient l'événement le plus attendu de la semaine sur la scène politique américaine. Les observateurs les plus optimistes espéraient ainsi une issue favorable susceptible de renforcer la confiance et la croissance...

Bien qu'une partie des républicains aient en amont du débat douché certains espoirs ! Le chef de la minorité Mitch McConnell avait par exemple menacé de voter contre le projet de loi, dans un contexte de tension croissante sur les sources de financement du plan (lutte contre l'évasion fiscale des entreprises et taxation des ménages les plus riches n'emportant pas les faveurs des républicains).

Pour rappel, le vote du plan nécessitait l'accord d'au moins 10 sénateurs républicains et 60 au global pour valider la loi et éviter ainsi l'obstruction parlementaire.

Las, le vote de la relance américaine a finalement été... reporté ! Les sénateurs républicains se sont en effet opposés mercredi à l'ouverture de ce débat si crucial (51 voix sur les 100 sièges se sont opposées au vote du plan de relance en infrastructure). Officiellement, ce refus s'explique par une rédaction du texte non finalisée... La raison est évidemment tout autre, et le financement des nouvelles dépenses peine toujours autant à convaincre les récalcitrants. Surtout qu'une nouvelle stratégie politique semble émerger...

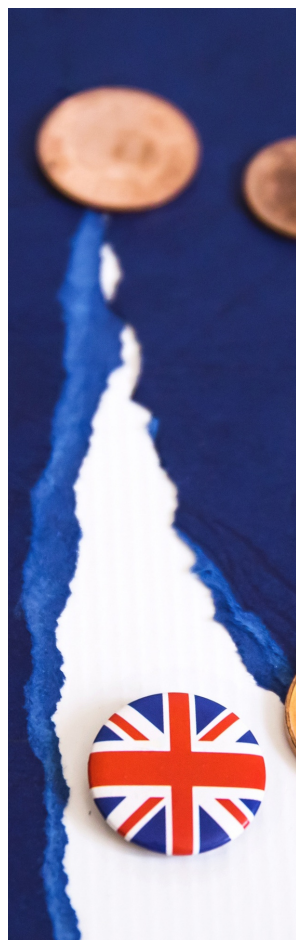
Comme nous avons pu l'évoquer lors de nos précédentes communications, les démocrates disposent toujours d'une alternative ! La probabilité d'un recours à la procédure de réconciliation augmente clairement après ce blocage, alors qu'il ne reste que quelques jours pour parvenir à un consensus. Les démocrates pourraient donc passer leur enveloppe de relance par ladite procédure... qui ne nécessite qu'un consensus au sein du camp démocrate. Si tel devait être le cas, l'enveloppe globale pourrait augmenter jusqu'à 2000 milliards de dollars, et inclurait donc des mesures additionnelles chères à l'administration Biden (climat, santé, éducation). A suivre !

Et si nous reparlions du Covid...

L'actualité n'est clairement pas au beau fixe du côté de la Perfide Albion ! L'attention médiatique s'est concentrée ces derniers jours sur la levée des mesures de restrictions (port du masque obligatoire en extérieur, distanciations sociales)... mais surtout sur la hausse du nombre de nouveaux cas. 520 000 personnes ont ainsi été contraintes par l'application Covid « Test and Trace » de s'isoler à domicile sur la seule semaine dernière. Comme un symbole, B. Johnson « himself » a également été contraint de s'isoler car cas contact de son ministre de la santé ! Plus globalement, la vitesse de propagation du variant Delta de part et d'autre de l'Atlantique (il serait déjà majoritaire sur ces deux zones) a pu nourrir certaines inquiétudes à court terme. Un contexte sanitaire qui a instauré en début de semaine dans les rouges des places boursières... Bien que le mouvement correctif en question appartienne déjà au passé à l'heure où nous écrivons ces lignes ! Si les médias adeptes de sensationnalisme se concentrent avant tout sur le nombre de cas, certaines données permettent une prise de hauteur face à cette actualité un brin anxiogène.



Comme le BlackRock Institute le met en exergue, les données sont finalement toujours rassurantes en termes de mortalité ou de cas graves liés au Covid dans les pays en stade avancé de campagne vaccinale.



... et du Brexit !

Les promesses n'engagent que ceux qui y croient ! L'actualité ne fut pas que sanitaire du côté de la capitale londonienne. Le gouvernement a en effet présenté cette semaine au Parlement une proposition de plan alternatif visant à réviser le protocole sur l'Irlande du Nord qu'il avait conclu avec l'Union Européenne. Celui-ci prévoit pour rappel que l'Irlande du Nord puisse rester dans le marché unique et l'union douanière pour les marchandises. La mise en œuvre des contrôles douaniers sur les biens arrivant en Irlande du Nord depuis la Grande Bretagne en mer du Nord rencontre toutefois nombre de problèmes logistiques !

Le protocole en question est donc suspendu jusqu'à fin septembre afin de simplifier la mise en œuvre. Le gouvernement a donc proposé de supprimer la plupart des contrôles initialement prévus... se portant garant du fait que les produits qui transiteraient vers l'Irlande du Nord respecteraient les normes européennes et/ou celles du Royaume Uni. Evidemment, Bruxelles ne l'entend pas de cette oreille, et ne semble donc pas prendre pour argent comptant les « promesses » anglaises. La Commission a ainsi rappelé que le protocole initial avait déjà été âprement négocié, et qu'il devait en ce sens « être appliqué » en l'état ! Dans un passé proche, l'Europe a déjà exclu d'accepter les nouvelles normes réglementaires britanniques tant que celles-ci ne seraient pas alignées sur celles de l'UE. Une Union Européenne qui se dit toutefois prête à trouver une solution. Mais dans le cadre de l'accord initial ! Londres fera-t-elle le choix d'enclencher l'article 16 qui prévoit une suspension de l'accord dans des circonstances extrêmes ?

Downing Street n'a pas tardé à réagir, via un communiqué incisif publié ce jeudi... Les relations entre Bruxelles et Londres n'ont en tout cas pas fini de faire couler de l'encre !